

Le 4 décembre 2014, vous allez élire vos représentants du personnel au comité technique régional de la DIRECCTE (voir ci-contre).

En votant pour la liste présentée par la CGT, première organisation syndicale dans les DIRECCTE, vous ferez le choix d'une organisation nationale présente, visible, active, résolument engagée, au plus près dans les services, dans les luttes des agents.



La CGT avait combattu la mise en place des DIRECCTE, conçues pour favoriser la compétitivité des entreprises et la libre concurrence.

Depuis, la CGT a agi, en suscitant la mobilisation et l'expression des agents, en faveur du renforcement d'un service public protecteur des salariés, des chômeurs et des consommateurs. Elle défend les missions de contrôle des dispositions relevant de l'ordre public social, que le gouvernement Hollande-Valls, comme Sarkozy-Fillon avant lui, cherche à affaiblir en les orientant vers un rôle de régulation économique.

Avec le « pacte de responsabilité », des milliards vont être distribués au patronat, tandis que les budgets et les effectifs des services publics sont revus à la baisse.

Sur les missions travail et emploi, la CGT s'oppose au « Ministère fort », déclinaison dans nos services de cette politique d'austérité et de casse de nos acquis. Il va réduire les capacités de contrôle et d'accueil de l'inspection du travail et atteindre son indépendance. Il va réorienter les missions de l'emploi vers le « développement économique » et poursuivre leur externalisation. Il accélère les suppressions de postes. Il dégrade le service public. Il nuit à nos conditions de travail et à notre santé.

Sur les missions du Pôle C, la CGT a agi contre l'éclatement des services de la consommation et de la répression de fraudes résultant de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat (REATE). Elle a lutté pour la préservation des droits et garanties attachés au statut d'enquêteur et pour le maintien des outils informatiques et juridiques.

Ensemble, les syndicats CGT des DIRECCTE se sont battus contre les suppressions de postes, contre les mutualisations et l'externalisation des fonctions support, contre la politique du chiffre qui casse nos collectifs de travail, pour défendre la rémunération des agents de catégorie C, pour l'amélioration des conditions de travail... Ils ont également agi contre la réforme des retraites, ou contre le gel du point d'indice qui bloque nos salaires.

Sans relâche, la CGT continuera à unir autour de revendications offensives pour la défense du service public, de missions protectrices des travailleurs, des chômeurs et des consommateurs, du statut, des rémunérations ou des conditions de travail. Elle poursuivra ses actions pour combattre les attaques qui s'annoncent (poursuite des suppressions de postes, nouvelle revue des missions, fusion des régions à travers la réforme territoriale de l'Etat...). Elle assurera la défense individuelle et collective des agents.

Dans les instances, les élus de la CGT s'engagent à se faire les porte-voix de la résistance des agents contre l'austérité, et à porter leurs exigences pour la défense de nos acquis et pour obtenir des moyens pour nos missions.

Voter CGT, c'est voter pour des militants présents et actifs dans les services

Choisir entre différents syndicats qui présentent des listes, c'est aussi choisir une organisation qui a les moyens militants de défendre au quotidien les agents et les missions.

La diffusion de courriers électroniques ne peut suffire à se battre sur nos revendications et ne remplacera jamais l'action de terrain.

Voter CGT, c'est voter pour des collègues visibles, présents dans les services, disponibles, tenaces, qui rendent compte de leurs mandats, vers lesquels vous pouvez vous tourner pour un conseil, une demande, une défense individuelle ou collective.

Influer sur les décisions, ou les mettre en échec, rend bien sûr nécessaire des représentants connaissant les dossiers, mais surtout des militants syndicaux en contact avec vous au quotidien.

Des collègues qui pourront faire remonter vos préoccupations, vos questions et vos revendications, et qui chercheront à s'appuyer sur votre mobilisation. C'est ce que la CGT a fait à de nombreuses reprises ces dernières années, localement et nationalement.

La CGT est ce syndicat de proximité, qui dispose d'hommes et de femmes dans toutes les régions. Le lien entre toutes les sections locales de la CGT, assuré nationalement, permet la mise en commun des expériences et des problèmes locaux et une meilleure prise en compte de nos intérêts individuels et collectifs.

Pourquoi vote-t-on ?

Le **comité technique régional** de services déconcentrés (CTR ou CTSD) est l'instance régionale de représentation du personnel auprès de la DIRECCTE.

Il doit donner son avis sur les questions et projets relatifs à la marche générale et au fonctionnement de la DIRECCTE : organisation des services au niveau régional, budgets opérationnels, méthodes de travail, évolution des effectifs, aménagement du temps de travail, politique indemnitaire, plan régional de formation, insertion des agents handicapés...

Le résultat du scrutin au CTR fixera également la composition du **comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail local (CHSCT)**. Il est chargé de contribuer à la protection de la santé et de la sécurité des agents, à l'amélioration des conditions de travail et à la prévention des risques professionnels. Il doit être consulté sur les projets modifiant les conditions de travail ou ayant des incidences sur la santé et la sécurité.

La composition du **comité technique spécial des DIRECCTE (CTS)**, instance nationale de représentation du personnel sur les questions communes à toutes les directions régionales auprès du ministre du travail et de l'emploi et du ministre de l'économie, sera également déterminée par l'agrégation des votes aux CTR sur tout le territoire.

Avec les élus CGT, les ministres et les DIRECCTE auront des interlocuteurs combatifs portant des revendications offensives sur tous les aspects intéressant votre vie au travail.



Ce que vos élus CGT défendront...

- ★ le refus des surcharges de travail
- ★ une vraie démarche de prévention et de protection de la santé
- ★ le maintien du corps des contrôleurs du travail
- ★ un plan massif de passage de B en A et de C en B
- ★ de vraies formations pour les agents de catégorie C
- ★ une inspection du travail au service des salariés, organisée en sections territoriales et généralistes définies réglementairement, l'arrêt des pressions sur les agents, non aux pools de secrétariat !
- ★ le maintien de services de renseignements gratuits et de proximité, l'arrêt de l'observatoire de la demande de renseignement (ODR)
- ★ des missions de l'emploi tournées vers les chômeurs et précaires, et non la satisfaction des besoins du patronat
- ★ le rattachement du contrôle de la formation professionnelle au Pôle T, l'indépendance des agents de contrôle
- ★ la sortie de la DGCCRF des cadres définis par la RGPP et la REATE, la mise en réseau de l'ensemble des unités CCRF avec lien d'autorité direct et unique
- ★ le refus de toute harmonisation des horaires nivelant les droits des agents par le bas
- ★ une vraie politique pour l'égalité professionnelle, notamment l'aménagement des postes des agents à temps partiels, qui sont à 90% des femmes
- ★ des reliquats de prime bénéficiant en priorité aux agents de catégorie C
- ★ l'arrêt des suppressions de postes et le doublement des effectifs
- ★ l'arrêt des réorganisations, des externalisations et des mutualisations
- ★ la défense des garanties statutaires
- ★ l'arrêt des sanctions et de la répression des actions revendicatives



Notre bilan au CTR d'Ile de France

Durant quatre années, vos représentants CGT ont porté vos revendications dans un climat social dégradé.

Les candidats CGT au CTR

1. Mornia LABSSI - UT 92
2. Alain MORNAC - UT 75
3. Nelly CHAUVIN - UT 93
4. Serge JUBAULT - UT 95
5. Martine RICHERT - UT 91
6. Nicolas ROUILLOT - CCRF
7. Marie GUIDON - UT 77
8. Nicolas CHAMOT - UT 78
9. Christelle GLEMET - UT 75
10. Hervé PETIBON - UT 92
11. Aude CHARCOSSET - UT 75
12. Alain MATHIEU - UT 75
13. Lucas DEJEUX - UT 77
14. Sophie TOMIEK - UT 91
15. Martial ANTZENBERGER - UT 75
16. Corinne RUTON - UT 93
17. François-Xavier BRETON - UT 75
18. Julie COURT - UT 95
19. Catherine GASNOT - UT 78
20. Sylvie DENOYER - UT 75

Nous n'avons cessé de réaffirmer que le rôle des instances n'était pas de valider ce que la direction avait déjà décidé. Nous avons donc refusé le rôle de chambre d'enregistrement.

Ce mépris affiché par l'administration et les entraves répétées au fonctionnement de l'instance se sont heurtés à des actions collectives de résistance : envahissements, refus de siéger ou remises de pétitions.

Le CTR est l'instance de proximité décisionnaire en matière d'organisation du travail et de gestion du personnel.

Ainsi, ensemble, agents et élus, nous avons mené bataille sur les effectifs, la réorganisation des services (emploi, paye, informatique, DECI), pour la transparence sur l'attribution des primes et des bonifications d'ancienneté, sur la durée du travail (écrêtement d'heures), sur les RPS (cahier de doléances, service FSE, surcharge de travail), contre la fermeture de sites détachés, pour une offre plus large de formations et l'augmentation des subventions restauration afin que les collègues puissent déjeuner à un prix raisonnable (et progressif en fonction de l'indice).

Implantée dans toutes les UT et tous les services, la CGT a pu défendre avec force et crédibilité ces revendications auprès de l'administration. Elle a toujours préparé ses interventions collectivement et lu, à chaque CTR, des déclarations préalables.

Vos représentants CGT au CTR continueront à défendre vos intérêts contre toutes les attaques qui désorganisent nos services et dégradent nos conditions de travail.

7 bonnes raisons de voter CGT

1. La CGT est implantée dans les entreprises privées, dans les administrations, dans les collectivités locales, dans les établissements de service public. Elle est dotée d'unions interprofessionnelles permettant la mise en commun des expériences et des intérêts des salariés du public, salariés du privé, chômeurs, retraités, jeunes travailleurs...

2. La CGT s'adresse à tous les agents, quels que soient la catégorie et le statut. Dans ce cadre, elle défend les personnels les plus fragilisés par la précarité et les suppressions de postes (les collègues de catégorie C en particulier) tout en développant la solidarité de tous.

3. La CGT assure devant l'administration la défense individuelle des agents et l'exercice de leurs droits statutaires, qu'ils soient syndiqués ou non.

4. La CGT recherche l'unité avec les autres syndicats pour permettre l'action du plus grand nombre d'agents sur des revendications offensives.

5. La CGT ne limite pas son action aux déclarations dans les instances mais mobilise, informe, rend compte et défend les agents sur le terrain.

6. La CGT permet aux agents, à travers l'organisation d'assemblées générales dans les services, de s'exprimer et de décider démocratiquement de leurs actions.

7. La CGT cherche à faire converger nos luttes et celles d'autres salariés, pour un mouvement d'ensemble des travailleurs contre la politique du gouvernement, comme en 1995 pour la sécurité sociale, en 2006 contre le CPE ou en 2010 et 2013 pour nos retraites.



Le 4 décembre 2014, VOTEZ CGT !



Comité technique régional - CTR

4 décembre 2014
ELECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Faisons entendre notre voix !